

La carte de la pauvreté au Brésil

Dora RODRIGUES HEES*, Hervé THÉRY** et Philippe WANIEZ***

Quarante-cinq ans après le livre célèbre de Josué de Castro, *Géographie de la faim*, et soixante ans après son premier essai sur ce sujet brûlant, *Le problème de l'alimentation au Brésil* (CASTRO, 1933, 1949), la récente « Action des citoyens contre la misère et pour la vie », plus connue sous le nom de « Campagne contre la faim », a bien fait apparaître que le Brésil d'aujourd'hui est loin d'avoir résolu le grave problème de la sous-alimentation, qui touche aujourd'hui encore plus de 20 % de sa population.

Au cours de cette campagne, le gouvernement brésilien, conduit par le président Itamar Franco, a affirmé que l'action en faveur de l'alimentation était une de ses principales priorités. Dans cette perspective, le sociologue Herbert de Souza (plus connu sous le surnom affectueux de « Betinho ») et son équipe de l'Institut brésilien d'analyse sociale et économique (Ibase) ont travaillé à la définition d'un « Plan de combat contre la faim et la misère », qui vise deux objectifs :

— s'opposer aux causes de la misère dans laquelle tentent de survivre environ 32 millions de Brésiliens ;

— provoquer un mouvement national rendant possible l'adoption des mesures indispensables à l'éradication de la faim et de la misère dans ce pays.

La mise en œuvre du « Plan de combat contre la faim et la misère » a entraîné la constitution de comités regroupant des organismes très divers (organisations non gouvernementales, épiscopat, universités, services sociaux, etc.) et des personnes de niveaux sociaux très différents, ayant tous en commun la participation à la campagne de lutte pour une vraie

* Géographe, Degeo, Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE), rua Paulo Fernandes, 24, Rio de Janeiro, RJ, Brésil.

** Géographe, CNRS/GIP Reclus, Maison de la géographie, 17 rue Abbé-de-l'Épée, 34000 Montpellier.

*** Géographe, Orstom/GIP Reclus, Maison de la géographie, 17 rue Abbé-de-l'Épée, 34000 Montpellier.

citoyenneté. La rédaction du plan a été l'occasion de dresser un constat – alarmant – sur la précarité des conditions de vie, que résumant quelques indicateurs extraits de l'enquête nationale par échantillon de domiciles de 1990. Ces résultats montrent que le Brésil compte :

- 17,8 % d'analphabètes âgés de dix ans et plus ;
- 15,5 % d'enfants de sept à quatorze ans qui ne vont pas à l'école ;
- 16,9 % d'enfants de dix à quatorze ans qui travaillent ;
- 27,9 % d'habitants ne disposant pas d'eau courante ;
- 46,1 % d'habitants ne bénéficiant pas d'un raccordement à l'égout ;
- 28,9 % de la population vivant dans une famille qui reçoit moins d'un demi-salaire minimum par tête (soit 32,5 \$ US) ;
- 41,2 % de salariés sans contrat de travail ;
- 46,3 % de salariés sans sécurité sociale.

Sur le plan de l'alimentation, l'enquête nationale sur la santé et la nutrition de 1989 révèle que plus de 1 million d'enfants de moins de cinq ans, soit 7 % de cette classe d'âge, sont victimes de malnutrition modérée ou grave, ce qui place le Brésil entre le Chili (3 %) et la Colombie (10 %). Une telle situation, qui tend à s'aggraver, est d'autant plus révoltante que le Brésil, un des premiers exportateurs mondiaux de produits agricoles, ne manque pas d'aliments pour nourrir sa population. Sa production de grains, par exemple, a suivi la croissance de la population (et a même légèrement progressé, de 1,11 à 1,17 kilo par habitant et par jour) au cours des dix dernières années.

Ces indicateurs généraux révèlent un Brésil miséreux, qui contraste avec l'image flatteuse créée par d'incontestables réussites techniques (l'aéronautique, le barrage d'Itaipú), avec celle, plus ancienne, d'un pays aux paysages tropicaux paradisiaques, ou encore avec l'espoir d'un monde meilleur dans les espaces pionniers de l'Ouest intérieur. Dans un pays aussi vaste et différencié, il faut en effet prendre en compte l'analyse des disparités géographiques et éviter l'artefact des moyennes globales, qui tendent à « lisser » des situations parfois extrêmement disparates. Ces données sont en outre trop souvent mesurées à l'aide d'indicateurs dont la pertinence pour tous les lieux d'un si grand pays n'est pas assurée.

VERS UNE MESURE DE LA PAUVRETÉ

Pour améliorer l'évaluation de la pauvreté, l'Institut de recherche économique appliquée (Ipea) a construit une statistique mesurant le nombre de nécessiteux dans le pays. La méthodologie utilisée pour évaluer le nombre de familles indigentes tente d'éviter l'écueil rencontré par d'autres méthodes, qui définissaient l'indigence en fonc-

tion d'un niveau de revenu ; par exemple « jusqu'à un salaire minimum », par référence au salaire minimum officiellement garanti (aux salariés du secteur formel du moins) par la loi brésilienne. En effet, ce genre de critère ne tient pas compte des différences régionales des prix des aliments, ce qui rend impossible l'évaluation du degré de satisfaction des besoins de base.

L'Ipea a donc préféré se référer au concept de *niveau de pauvreté* (*poverty line*), dont la valeur monétaire repose sur un *panier de base*, défini par la Commission économique pour l'Amérique latine et la Caraïbe (Cepal). La composition de ce panier répond aux besoins alimentaires évalués par la FAO et l'OMS, tout en prenant en compte les habitudes de consommation ainsi que la situation du marché des aliments et leurs prix. Les valeurs des différents niveaux de pauvreté définis pour chaque région brésilienne en septembre 1990 ont été converties en salaire minimum. Sachant que l'alimentation n'est pas le seul poste de dépense (il y a aussi le logement, la santé, l'éducation, le transport, etc.), les familles indigentes sont considérées comme celles dont le revenu mensuel permet d'acheter au plus un seul panier de base.

Ce concept de *niveau de pauvreté*, s'il améliore sûrement l'évaluation du phénomène, présente cependant le même inconvénient que les autres indicateurs basés sur un revenu mesuré en terme monétaire : il suppose, en effet, que l'ensemble de la population doit recourir au marché pour la satisfaction de ses besoins alimentaires, ce qui est plus souvent le cas en ville qu'à la campagne, où l'autoconsommation demeure fréquente. À moins bien entendu que cette autoconsommation ne soit intégrée dans le calcul du revenu ; opération délicate, comme le savent tous ceux qui ont tenté ce genre d'estimation. Afin de limiter la portée de cette erreur, la valeur du panier de base a été fixée de manière différente pour les aires métropolitaines (les neuf plus grandes agglomérations brésiliennes) et pour les autres zones urbaines d'une part, et pour les zones rurales d'autre part. Dans les aires métropolitaines, ce sont les éléments du calcul de l'indice des prix à la consommation alimentaire (INPC), réalisé systématiquement dans chaque métropole régionale brésilienne, qui ont été utilisés. Dans les zones urbaines non métropolitaines, les données de la métropole dont relève la zone ont été retenues. Enfin, dans les zones rurales, on a retenu un niveau égal à 75 % de celui de la métropole dont relève la zone (prix moins élevés et prise en compte de l'autoconsommation).

En s'appuyant sur l'enquête nationale par échantillon de domiciles de 1990 (la dernière disponible) qui contient des informations sur les revenus des familles, on obtient une évaluation de la population indigente : 9 millions de familles, 32 millions de personnes, soit 22 % de la population brésilienne (non comprise la population rurale de la région amazonienne Norte, qui n'était pas incluse dans l'enquête).

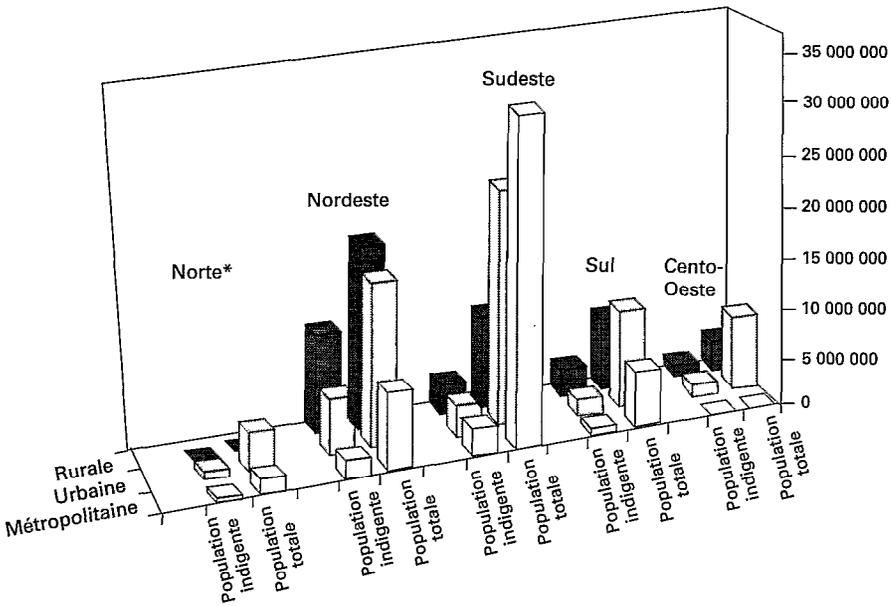
La répartition du nombre de familles indigentes (tabl. I) montre que la pauvreté est présente dans tout le pays, de manière plus ou moins accentuée (fig. 1).

De telles disparités s'expliquent notamment par l'importance et la persistance de très forts déséquilibres : d'une part, dans la rémunération du travail (12 millions de salariés, soit 20 % de la population économiquement active, reçoivent moins d'un salaire minimum par mois, et

Tableau I
Population indigente par région en 1990 et pourcentages par rapport à la population totale en 1991 (source : Ipea)

Région	Total	Aire métropolitaine	Zone urbaine	Zone rurale
Nord*				
population indigente	685 204	131 418	553 786	...
population 1991	4 941 651	1 206 108	3 735 543	...
% indigents	13,87	10,90	14,82	...
Nordeste				
population indigente	17 288 528	1 493 438	5 649 353	10 145 737
population 1991	42 264 091	7 496 686	16 545 436	18 221 969
% indigents	40,91	19,92	34,14	55,68
Sudeste				
population indigente	7 982 453	2 397 912	2 845 149	2 739 392
population 1991	64 472 369	31 808 612	23 365 773	9 297 984
% indigents	12,38	7,54	12,18	29,46
Sud				
population indigente	4 082 314	373 653	1 281 801	2 426 859
population 1991	22 554 056	5 384 607	9 794 562	7 374 887
% indigents	18,10	6,94	13,09	32,91
Centre-Ouest				
population indigente	1 640 597	...	898 138	742 459
population 1991	10 179 387	...	7 403 004	2 776 383
% indigents	16,12		11,9	28,24
Brésil				
population indigente	31 679 095	4 396 421	11 228 228	16 054 447
% Brésil		13,9	35,4	50,7
population 1991	144 411 554	45 896 013	60 844 318	37 671 223
% Brésil		31,8	42,1	26,1
% indigents	21,4	9,58	18,41	42,79

* population rurale exclue



* Zone urbaine seulement

Fig. 1. — Population indigente en 1990 et population totale en 1991 par région (source : Ipea et IBGE).

44 millions de salariés, soit 70 % de la population économiquement active, reçoivent au plus cinq salaires minimum) et, d'autre part, dans la concentration de la richesse (les 10 % de la population les plus pauvres détiennent 0,8 % du revenu national, alors que les 10 % de la population les plus riches en détiennent 48 %). À cette très forte concentration des revenus s'ajoute la très forte concentration des terres : les exploitations agropastorales de plus de 1 000 hectares représentaient, en 1985 (année du dernier recensement), moins de 1 % du nombre total des exploitations, mais 44 % de la superficie appropriée (d'ailleurs, souvent peu ou pas utilisée). La concentration foncière engendre un fort contingent de petits producteurs ruraux qui ne sont pas propriétaires et qui doivent survivre dans des conditions très difficiles ; et même les petits propriétaires apparaissent souvent très vulnérables aux pressions exercées par les grandes entreprises agropastorales, ce qui les amène fréquemment à vendre leur exploitation. De telles difficultés accroissent l'exode rural.

La dégradation du pouvoir d'achat depuis une trentaine d'années s'ajoute à la répartition inégale des revenus. En 1960, le panier de base représentait 26 % seulement d'un salaire minimum ; à la fin de l'année 1992, il en fallait 78 % et, au début de 1994, un salaire minimum

n'était même pas suffisant pour l'acquérir : aujourd'hui, le salaire minimum ne représente plus qu'un quart du pouvoir d'achat auquel il correspondait lors de sa création en 1940. Dans ce contexte, l'hyperinflation, qui a atteint 2 567 % en 1993, précipite finalement tous ceux qui ne peuvent bénéficier des mécanismes financiers d'indexation dans une terrible exclusion sociale.

La paupérisation d'une partie de la population brésilienne ne fait que s'accroître, obligeant les familles les plus touchées à mettre leurs enfants au travail pour compléter le revenu familial aux dépens de leur formation scolaire. Dans un pays où la Constitution a rendu illégale l'exploitation des enfants, ce constat souligne l'impuissance du pouvoir à faire respecter la loi.

On notera, enfin, que si les villes concentrent près des trois quarts de la population brésilienne, on y trouve seulement la moitié des indigents. Leur proportion dans la population totale double entre les aires métropolitaines (9,58 %) et les autres zones urbaines (18,41 %), et fait plus que doubler entre ces dernières et les zones rurales (42,79 %). Les espaces ruraux sont donc plus fortement touchés par la misère que les très grandes villes, où sont concentrés les revenus élevés et moyens. Mais cela ne signifie pas que ces dernières soient un paradis : la densité urbaine et l'intensité des contrastes rend cette pauvreté encore plus criante.

LA PAUVRETÉ, REFLET DE LA STRUCTURE TERRITORIALE

On ne dispose pas, au niveau communal, du nombre de la population indigente totale, mais du nombre de familles indigentes en 1990. Par ailleurs, les résultats préliminaires du recensement démographique de 1991 (ce recensement n'est toujours pas disponible, trois ans après avoir été réalisé !) ne donnent pas le nombre total de familles, mais uniquement le nombre d'habitants. Face à une telle hétérogénéité des sources statistiques, les cartes présentées ci-après représentent le nombre de familles indigentes pour 100 habitants, dénommé *taux d'indigence*. Or, la dimension des familles indigentes que l'on peut calculer à l'aide des données régionales n'est pas identique dans tout le pays (tabl. II). Si les régions Sudeste, Sud et Centre-Ouest sont comparables pour ce qui est du nombre de personnes par famille indigente (un peu plus de trois), la région Nordeste atteint presque quatre personnes, alors que la région Centre-Ouest n'en compte que deux et demie (il faut préciser que seule l'indigence urbaine a été mesurée ici). Le taux d'indigence sous-estime donc le niveau de pauvreté nordestin, et rend hasardeuse l'évaluation de la situation de la région Nord.

Tableau II

Familles indigentes et population indigente par région en 1990. Nombre de familles indigentes pour 100 personnes indigentes et nombre de personnes par famille indigente (source : Ipea)

Région	Familles indigentes (A)	Population indigente (B)	A/B (%)	B/A
Nord*	273 785	685 204	39,9	2,5
Nordeste	4 449 982	17 288 528	25,7	3,9
Sudeste	2 611 318	7 982 824	32,7	3,1
Sud	1 297 529	4 082 314	31,8	3,1
Centre-Ouest	518 734	1 640 597	31,6	3,2

* population rurale exclue

Si l'on observe la répartition géographique du taux d'indigence (fig. 2), on ne peut qu'être frappé par la lumière précise et crue que cet indicateur jette sur la réalité des disparités régionales du pays. Sur cette carte des quelque 4 500 *municípios* (communes) que compte le Brésil, on retrouve certaines des structures permanentes de l'organisation de l'espace brésilien, mais aussi de bonnes indications sur les régions qui sont actuellement en difficulté : la faiblesse des protections sociales fait que la moindre difficulté, même conjoncturelle, se traduit par une hausse du nombre des indigents.

Le fait le plus frappant est la permanence du « sous-développement » du Nordeste, probablement plus grave encore qu'il n'y paraît sur la carte, puisque, on l'a dit, le taux sous-évalue la pauvreté de cette région. Le Nordeste a le douteux privilège d'être tout entier (à quelques rares exceptions près, ses grandes villes notamment) dans les deux catégories les plus gravement atteintes (plus de 11 % d'indigents), alors que pratiquement aucune autre région du pays n'atteint ces taux. On notera que le nord du Minas Gerais fait ici clairement partie de ce Nordeste défavorisé, ce qui est plus une confirmation qu'une révélation. Les seuls autres ensembles où l'on retrouve ces niveaux de pauvreté sont le Paraná, l'Espirito Santo et le centre du Rio Grande do Sul, dont on sait que les campagnes traversent actuellement une profonde crise de reconversion. On ne peut guère tirer de conclusions sur l'Amazonie, tant les indicateurs de niveau de pauvreté y sont peu fiables : la carte représente, de façon prudente, les résultats du traitement réalisé pour tout le pays, en affectant la couleur non pas à tout le *município*, immense et très inégalement occupé, mais à l'aide d'un symbole centré sur le chef-lieu.

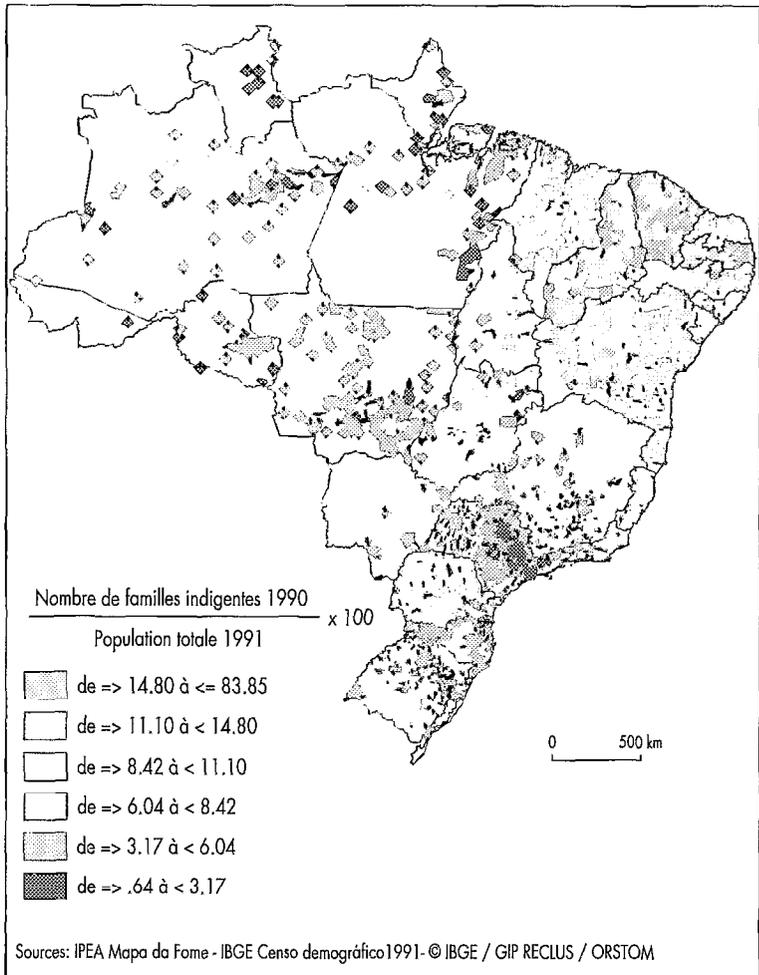


Fig. 2. — Répartition géographique du taux d'indigence en 1990.

À l'inverse, le centre actif du pays, et plus particulièrement la région de São Paulo, fait figure d'espace de prospérité. L'État de São Paulo tout entier est compris – ici encore à de rares exceptions près – dans les trois classes qui comptent le moins d'indigents dans la population totale (moins de 8,42 % d'indigents) ; la dernière catégorie (moins de 3,17 % d'indigents) souligne bien les deux alignements urbains, centrés sur les anciennes voies de chemin de fer de l'époque du café : de Santos/São Paulo à Ribeirão Preto, d'une part, et de Santos/São Paulo à Bauru, d'autre part, qui sont les axes majeurs du développement,

industriel et agricole à la fois, de l'État de São Paulo. On notera qu'aucun ensemble d'une telle ampleur n'apparaît autour de Rio de Janeiro. Dans un registre plus modeste, l'État de Santa Catarina tire bien son épingle du jeu, surtout si on le compare à ses voisins du Sud, Paraná et Rio Grande do Sul, qui ont l'un et l'autre des régions marquées par de forts taux de pauvreté.

Un traitement statistique et une cartographie à l'échelle nationale permettent donc d'observer les forts contrastes régionaux qui marquent le pays ; mais cette carte nationale ne permet pas de discerner la diversité des situations locales, diversité qui permet pourtant de mieux comprendre certaines des causes de la pauvreté.

DES SITUATIONS RÉGIONALES CONTRASTÉES

Les cartes régionales (fig. 3 à 7), qui font apparaître à la fois le nombre des familles indigentes (exprimé par la taille des cercles) et leur proportion dans la population totale (couleur des cercles), permettent précisément d'approcher ces diversités locales, et notamment le contraste entre villes et campagnes.

Le Nordeste (fig. 3)

La région Nordeste, bien connue pour les difficultés qu'elle rencontre en période de sécheresse, détient donc le triste record de pauvreté. Le revenu moyen régional du Nordeste est le plus faible du pays, avec deux salaires minimum seulement (il est de six salaires minimum dans la région Sudeste). Près de la moitié de la population active brésilienne qui reçoit moins d'un salaire minimum réside dans la région Nordeste (qui représente 29 % de la population totale du pays), et plus d'un tiers de la population active nordestine reçoit moins d'un salaire minimum. Avec près de la moitié du nombre de Brésiliens indigents, le Nordeste présente, et de loin, le plus fort degré de pauvreté : 40,9 % de la population totale vit en dessous du niveau de pauvreté défini par l'Ipea. L'État de Bahia renferme près du quart des Nordestins pauvres, mais c'est néanmoins dans les États du Piauí, du Ceará et de la Paraíba que la pauvreté est la plus concentrée (respectivement 57,5 %, 47,2 % et 47,1 % de la population totale). Si les métropoles de Fortaleza, Recife et Salvador, auxquelles s'ajoutent toutes les autres capitales d'États, renferment les plus grands bataillons de miséreux (en nombres absolus), c'est encore et toujours la population rurale nordestine qui demeure la plus atteinte (en proportion de la population totale), avec plus de 55 % de nécessiteux.

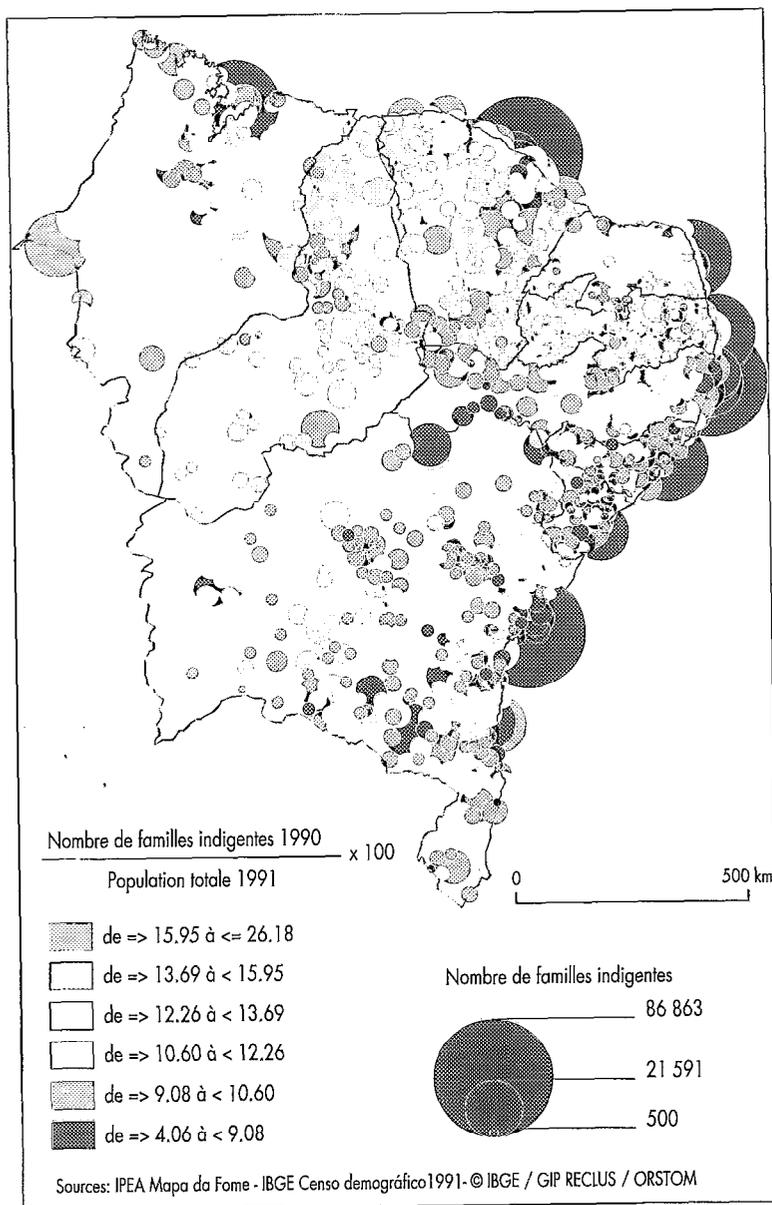


Fig. 3. — La population indigente de la région Nordeste en 1990.

La pauvreté dans les espaces ruraux du Nordeste a ses racines dans la distribution de la terre, et dans des relations économiques proches de la spoliation. En effet, les exploitations agropastorales de moins de 10 hectares représentent 70 % de l'ensemble des exploitations, mais 3 % seulement de la superficie utilisée de la région. À l'opposé, les très grandes exploitations de plus de 1 000 hectares occupent 32 % des terres, concentrées entre les mains de 0,4 % seulement des exploitants. À ce grave déséquilibre s'ajoute un fort conservatisme social et politique des élites, qui drainent à leur seul profit les ressources financières nécessaires à la modernisation de leurs entreprises ; et les scandales politico-financiers, liés par exemple aux conditions de creusement des puits par les organismes publics de lutte contre la sécheresse, occupent régulièrement la « une » des journaux. Dans de telles conditions de vie, la population rurale la plus démunie n'a souvent pas d'autre solution que de fuir la faim et la sécheresse. Ces *retirantes* étaient absorbés dans les années soixante par les nouvelles industries métallurgiques, électriques et de transport, mais la modernisation qui a suivi a eu pour conséquence, à partir des années soixante-dix, de gonfler des contingents de travailleurs peu ou pas qualifiés, qui sont venus grossir le secteur informel.

Le Sudeste (fig. 4)

À l'opposé du Nordeste « sous-développé », la région Sudeste, avec les deux métropoles phares que sont Rio de Janeiro et surtout São Paulo, représente le « Brésil moderne et dynamique » ; mais celle-ci détient aussi la deuxième place du pays pour ce qui est de la pauvreté, en comptant plus de 7 millions d'indigents. Avec plus de 200 000 d'entre eux, le *município* de São Paulo fait figure de capitale de la pauvreté du Brésil, suivi de près par Rio de Janeiro (197 000 indigents) ; ces capitales économiques sont aussi, hélas, des capitales de la misère. La proportion de pauvres dans la population totale fait cependant du Sudeste la région la plus favorisée du Brésil, mais les différences intra-régionales sont très accentuées : il y a quatre fois plus de nécessiteux dans la population totale de l'État d'Espirito Santo (27,1 %) que dans l'État de São Paulo (6,5 %).

De telles différences sont liées, bien entendu, à l'hégémonie économique de l'État de São Paulo, qui concentre la majeure partie de la production industrielle du Brésil, et où se développe une agriculture moderne. Les alignements urbains visibles déjà sur la carte nationale sont ici plus perceptibles encore, et cette image fait mieux apparaître la bonne situation de ces villes des plateaux comme le petit nombre de *municípios* en difficulté dans l'ouest et le sud. Ce noyau dynamique, auquel on ne peut guère adjoindre que les environs immédiats de Rio

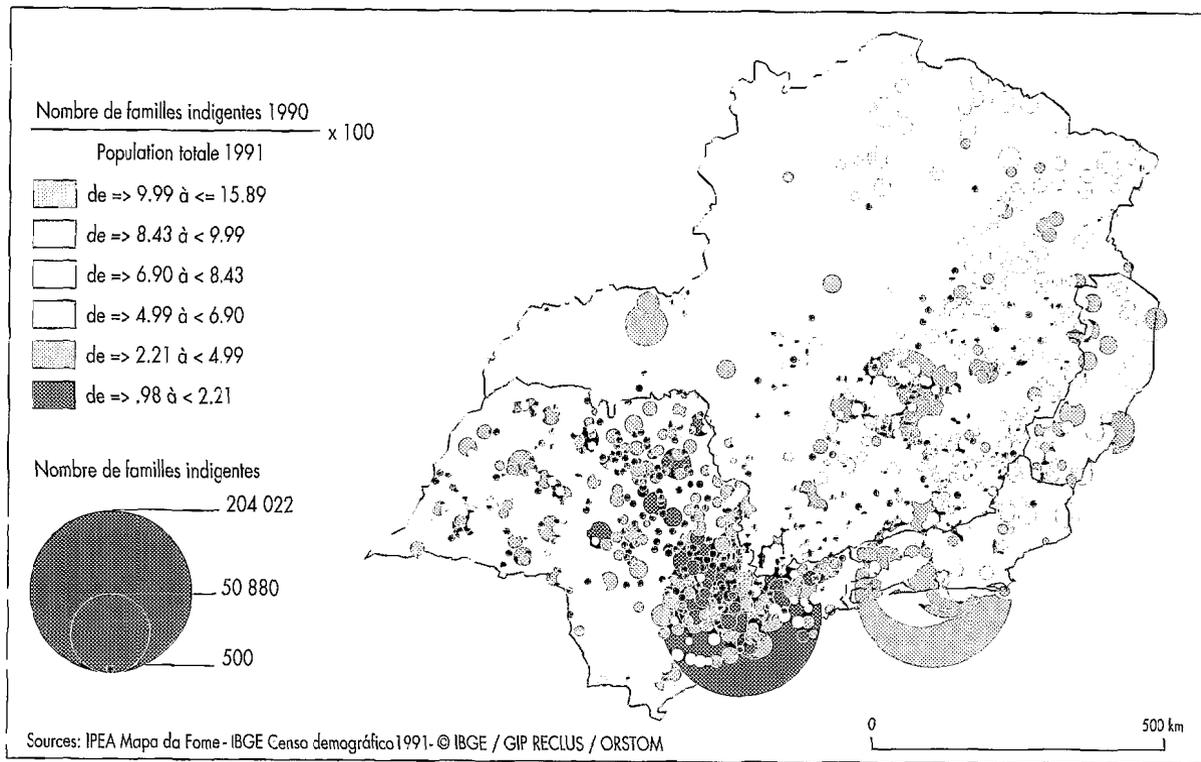


Fig. 4. — La population indigente de la région Sudeste en 1990.

de Janeiro et Belo Horizonte, ne suffit pas à « tirer » toute la région, et l'on observe dans le nord du Minas Gerais de vastes espaces de pauvreté dont les taux atteignent ceux de la région Nordeste. Les difficultés de l'agriculture de subsistance en Vallée du Jequitinhonha, ou encore le déclin de la production de café dans l'Espirito Santo (après une période de reprise dans les années quatre-vingt), sont des exemples d'espaces en crise dans une région qui fait globalement figure de nantie.

Le Sud (fig. 5)

La région Sud est connue pour être celle où les conditions de vie sont parmi les meilleures du Brésil, et où les inégalités sociales sont les moins fortes. Pourtant, on y observe la plus forte proportion d'indigents du pays, après la région Nordeste, et la plus forte différence entre les zones métropolitaines et les zones rurales. Dans l'ensemble régional, l'État de Santa Catarina fait figure de privilégié, avec seulement 15 % d'indigents dans la population totale, contre 17 % pour le Rio Grande do Sul et 20,7 % pour le Paraná.

Ces taux de pauvreté relativement élevés, et plutôt inattendus, sont liés aux transformations que connaît le monde rural, notamment dans le Paraná et le Rio Grande do Sul. Deux phénomènes concourent à rendre plus difficile la vie des producteurs ruraux : d'une part, la fragmentation de la propriété, liée notamment aux partages entre héritiers d'une même famille ; d'autre part, à partir des années soixante-dix, l'introduction de nouvelles cultures pratiquées à l'échelle industrielle, notamment le soja, ce qui a nécessité un remembrement en grandes exploitations. Visiblement, les possibilités de migration vers les frontières agricoles d'Amazonie et des *cerrados* (les savanes arborées du Centre-Ouest) n'ont pas suffi pour résorber le trop-plein de population rurale qui continue à vivre dans la misère. On voit maintenant se développer des mouvements de travailleurs ruraux sans terre, luttant contre leur expulsion ou contre les tentatives de migration forcée vers l'Amazonie entreprises par les autorités ; ces actions revendicatives se traduisent notamment par l'implantation de campements de « sans-terre » sur des propriétés inexploitées, provoquant de très sérieux conflits avec la police.

Le Centre-Ouest (fig. 6)

La région Centre-Ouest où se situent les principaux espaces pionniers du Brésil apparaît également touchée par la pauvreté, notamment en milieu rural. Mais on observe une très nette différence entre les espaces

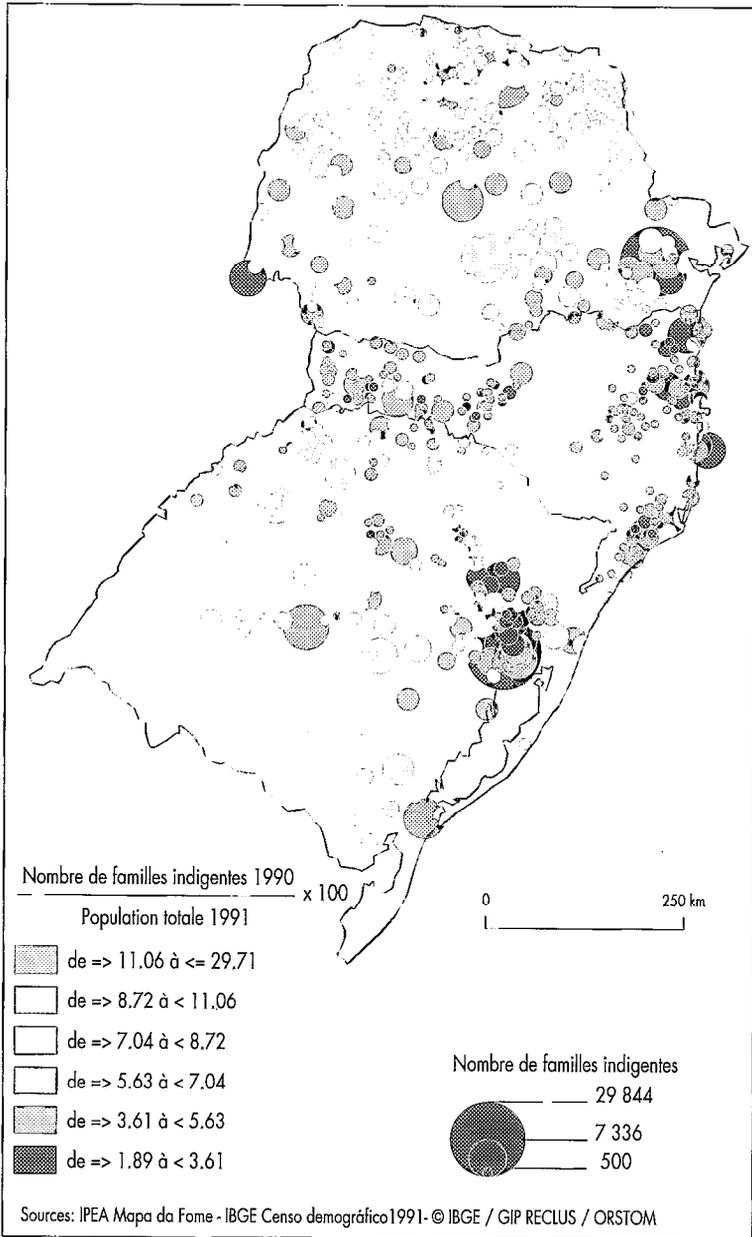


Fig. 5. — La population indigente de la région Sud en 1990.

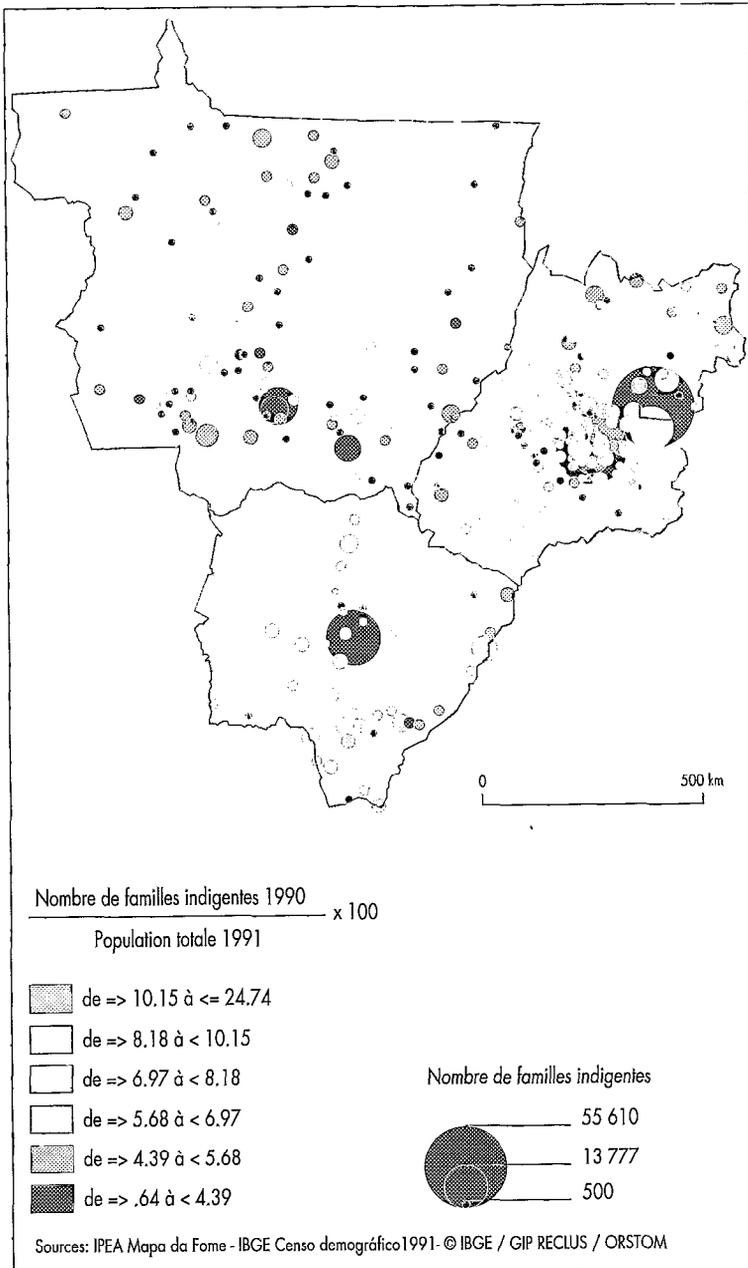


Fig. 6. — La population indigente de la région Centre-Ouest en 1990.

ruraux anciens du Goiás (Mato Grosso de Goiás) ou les frontières agricoles consolidées (Mato Grosso du Sud), qui accusent un degré de paupérisation élevé, et les frontières en cours de développement dans le Mato Grosso. À la croisée des chemins, les *municípios* du sud du Goiás présentent des taux légèrement inférieurs à la médiane. Ces observations accréditent l'existence de meilleures conditions de vie dans les espaces en cours d'intégration au territoire national, mais montrent aussi le caractère éphémère de cette amélioration de la qualité de vie ; une fois stabilisée, la frontière connaît des difficultés économiques semblables à celles rencontrées plus au sud (notamment dans le Paraná) : concentration des terres, mécanisation, industrialisation de la production agricole, etc., autant de facteurs qui marginalisent une proportion toujours croissante de petits producteurs ruraux.

Le Nord (fig. 7)

Pour des raisons de validité statistique, on ne dispose pas d'informations sur l'importance de la pauvreté du milieu rural de la région Nord (sauf pour l'État du Tocantins, détaché du Goiás en 1989). De ce fait, l'ensemble de la partie amazonienne apparaît sous un jour assez favorable. Mais les valeurs observées dans le Tocantins (où la méthodologie appliquée pour élaborer les statistiques a été la même que dans le reste du pays) montrent bien qu'il s'agit là d'un artefact. Belém, capitale du Pará et métropole de l'Amazonie, apparaît plus touchée que les autres centres urbains de la région Nord.

Cette situation défavorable s'explique par l'effondrement des activités économiques traditionnelles (la cueillette des noix du Brésil ou l'extraction du latex, par exemple) auquel s'ajoute l'insuccès des projets officiels de colonisation. On observe (sans savoir comment la mesurer) une instabilité croissante de la population sous-qualifiée, qui va et vient entre les mines, les usines et les grands élevages, où elle survit dans des conditions extrêmement précaires. Les avantages fiscaux octroyés par l'État dans les années soixante à quatre-vingt, afin de dynamiser l'expansion des fronts pionniers, ont fait germer des conflits très durs qui trouvent leur solution finale dans l'assassinat des paysans et de leurs appuis (prêtres, syndicalistes, etc.) par les hommes de main des grands propriétaires terriens. La région Nord a ainsi été le théâtre de 269 des 673 assassinats liés aux conflits ruraux, répertoriés entre 1985 et 1990 par la Commission pastorale de la terre (CPT), tandis que la région de Carajás, au sud-est du Pará, concentrait à elle seule la majeure partie des assassinats de la région.

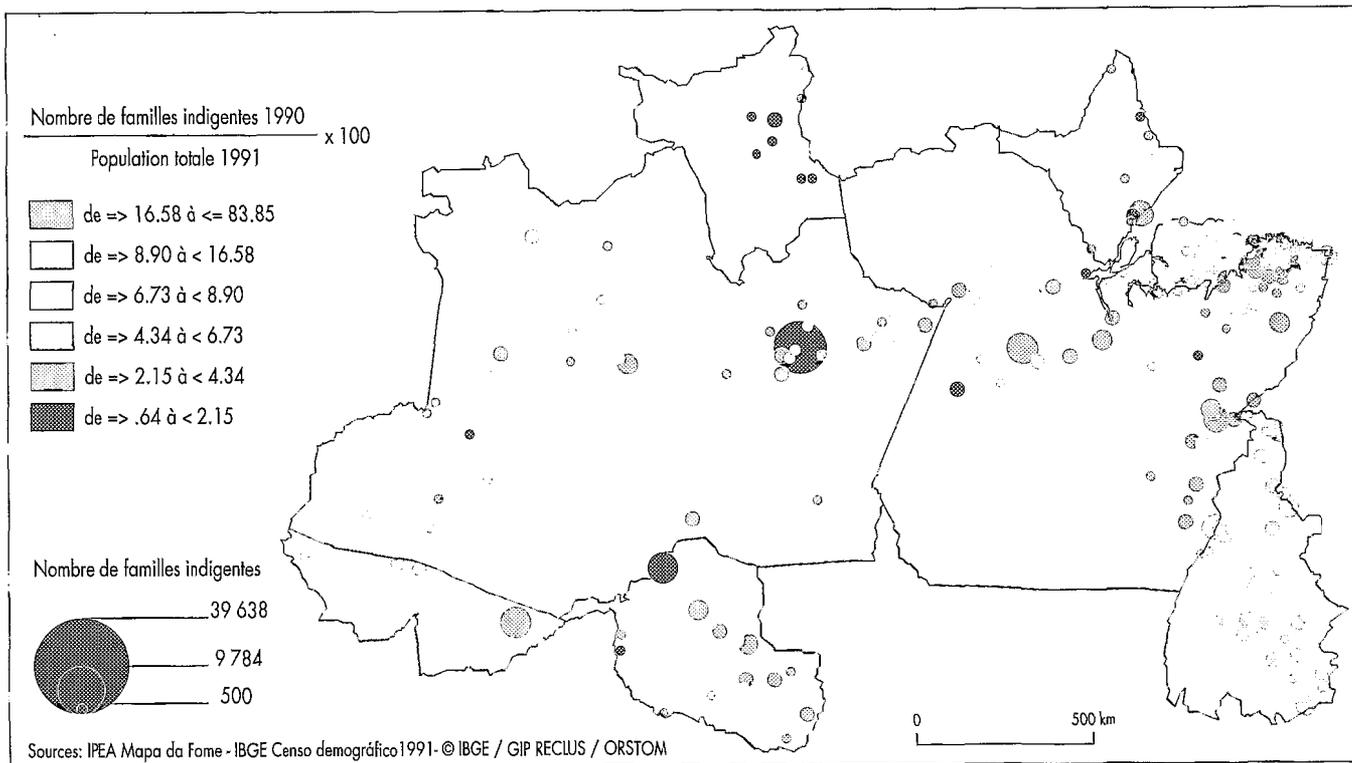


Fig. 7. — La population indigente de la région Nord en 1990.

CONCLUSION

Il est rare de pouvoir évaluer la pauvreté d'une population d'une façon aussi précise que celle qu'a permis d'atteindre l'enquête de l'Ipea ; et il est plus exceptionnel encore de disposer d'une telle évaluation à un niveau géographique suffisamment fin pour observer les différences régionales.

Un traitement cartographique appliqué à ces données a donc permis de préciser et de montrer un certain nombre de faits, comme la situation très préoccupante du Nordeste, aujourd'hui comme hier ; mais il révèle aussi la gravité de la crise entraînée par une modernisation agricole qui ne s'accompagne pas d'un véritable développement rural. Et l'on constatera qu'au total la misère est partout moins grande en ville que dans les campagnes, ce qui confirme – si besoin en était – la justesse du raisonnement de tous les paysans brésiliens qui continuent à « voter avec leurs pieds » et à rejoindre des villes où les conditions de vie, si dures qu'elles soient, sont pourtant meilleures qu'à la campagne.

Les cartes analysées ici complètent donc l'intéressante recherche menée par Betinho et son équipe ; et on ne peut que regretter que l'élaboration du « Plan de combat contre la faim et la misère » n'ait pas sérieusement pris en compte les différences inter- et intrarégionales d'un pays dont les dimensions devraient pourtant inciter les décideurs à régionaliser et à décentraliser leur action. De fait, le Plan se réduit à une série de principes généraux et « bien-pensants », mais comporte peu d'actions concrètes et régionalisées, même dans le chapitre intitulé « Actions immédiates de combat contre la faim et la misère ». Le temps ne serait-il pas venu pour les autorités brésiliennes de redécouvrir le territoire, et les vertus de la géographie ?

BIBLIOGRAPHIE

- CASTRO (I. E. de), 1992 — *O mito da necessidade, discurso e prática do regionalismo nordestino*. Rio de Janeiro, Bertrand Brasil, 247 p.
- CASTRO (J. de), 1933 — *Le problème de l'alimentation au Brésil*. Rio de Janeiro.
- CASTRO (J. de), 1949 — *Géographie de la faim*. Paris, Le Seuil.
- FUNDAÇÃO OSWALDO CRUZ, 1993 — *Dados*. Bulletin 16, Rio de Janeiro, 31 p.
- IBGE, 1985 — *Censo agropecuário*. Rio de Janeiro.
- IBGE, 1988 — *Brasil, uma visão geográfica dos anos 80*. Rio de Janeiro, 354 p.
- IBGE, 1990 — *Geografia do Brasil*. Região Sul, vol. II.
- IBGE, 1991 — *Censo demográfico*. Rio de Janeiro.
- IBGE, 1993 — A informação contra a fome. *Boletim informativo*, 1 et 2.

- IPEA, 1993 — *Plano de Combate à Fome e à Miséria*. Rio de Janeiro, 52 p.
- IBGE, 1994 — *Mapa do Mercado do Trabalho no Brasil*. 1, Rio de Janeiro, 206 p.
- Journal do Brasil*, 1993 — *Combate à fome e à miséria*. 12 mars, Rio de Janeiro.
- PELLANO (A. M. T. M.) (coord.), 1993 — *Mapa da Fome II*. Rio de Janeiro, Ipea, version préliminaire, 77 p.
- PROGRAMME FRANCO-BRÉSILIEN *FRONTEIRA*, 1991 — Conflits pour la terre et assassinats au Brésil. *Mappemonde*, 4 : 17-19.
- SCHILLING (P.), 1990 — *Polarização social no Brasil*. *Tempo e Presença*, 273 : 21-22.

NOTE TECHNIQUE

Les cartes de cet article sont l'un des produits de la coopération scientifique établie depuis 1990 entre l'IBGE (Institut brésilien de géographie et de statistique) et le GIP Reclus. Cette coopération porte sur les transformations territoriales en cours au Brésil, et permet la réalisation en commun d'atlas économiques et sociaux et l'échange de savoir-faire dans le domaine de la cartographie automatique et des systèmes d'information géographique.

Grâce aux données collectées par l'IBGE et au fond de carte détaillé au niveau des 4 500 *municípios* (fond numérisé avec l'aide du Laboratoire d'informatique appliquée de l'Orstom-Bondy), un système d'information a été mis en place par Philippe Waniez : il a permis d'organiser les volumineux fichiers de données fournis par l'IBGE de manière à rendre leur accès facile, de mettre les données statistiques en concordance avec une maille administrative qui évolue rapidement, et de procéder à tous les traitements souhaitables, cartographiques notamment.

Baptisé Samba (Système pour l'analyse des *municípios* brésiliens par agrégation), ce système est la principale base du programme *Fronteiras* d'observation des « frontières » agricoles du Brésil. Il est complété par le logiciel Cabral 1 500, développé également par Philippe Waniez, et ainsi nommé (du patronyme du premier navigateur portugais qui aborda au Brésil) parce qu'il permet de « découvrir » le Brésil sur un simple micro-ordinateur. Installé à l'IBGE comme à la Maison de la géographie de Montpellier, afin de doter les deux partenaires des mêmes outils, ce logiciel a depuis lors été mis sur le marché par le GIP Reclus (en version Macintosh et en version Windows) pour que d'autres équipes puissent bénéficier des ressources développées à l'occasion de cette coopération franco-brésilienne.